

niques dans les territoires peu développés et qu'il sera question de placer les stagiaires de ces pays dans les régions du monde plus avancées.

Le 12 juin 1950, les Nations Unies convoquèrent la Conférence d'assistance technique, à laquelle environ 60 nations firent connaître les montants qu'elles verseraient au fonds spécial devant assurer le financement du Programme amplifié. Les pays du Kominform n'étaient pas représentés à cette réunion. Le total des contributions promises pour couvrir les frais de la première phase de l'application du programme, laquelle se terminera le 31 décembre 1951, est de 20 millions de dollars. La quote-part du Canada sera de \$850,000.

Les deux programmes d'assistance technique, c'est-à-dire le programme inauguré en décembre 1948 et le Programme amplifié (dont l'application commencera cet été) ont une valeur expérimentale et marquent une nouvelle étape dans le domaine des initiatives internationales. Dans bien des pays peu développés les autorités n'ont aucune donnée, si rudimentaire soit-elle, sur les ressources de leur propre économie. Dans certains autres, c'est l'excédent du chiffre de population sur le rendement qui présente un problème ardu. Tous ces pays manquent des connaissances techniques qui leur permettraient de faire progresser leur économie. Le travail envisagé dans le cadre des programmes consistera uniquement, les premières années, à formuler des recommandations à l'intention des gouvernements des pays retardataires. On espère qu'après un certain laps de temps, la formation technique qui sera donnée en vertu du programme aura pour effet de constituer une réserve de spécialistes suffisante pour mettre en bonne voie la rénovation des méthodes et le développement des économies.

Les deux programmes d'assistance technique représentent peut-être l'effort le plus constructif qu'aient encore fait les Nations Unies dans leur lutte contre les difficultés au milieu desquelles se débat l'économie mondiale. L'appui que les pays évolués de l'Occident démocratique ont donné à cette initiative internationale témoigne de la sollicitude que leur inspire la situation économique des pays retardataires. La part qu'ils prennent à ces programmes démontre qu'ils comptent sincèrement assurer le progrès économique par des méthodes rationnelles et constructives reposant sur la collaboration internationale et non sur le dirigisme impitoyable que préconisent aujourd'hui les régimes totalitaires.

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

La lutte qui éclata en Palestine entre les nouvelles souverainetés de l'État d'Israël et des États arabes de Palestine, lorsque prit fin en mai 1948 le mandat du Royaume-Uni, décida la grande majorité des Arabes de Palestine à fuir les parties du pays qui passèrent par la suite sous la dépendance d'Israël. On estime que 751,000 Arabes abandonnèrent leurs foyers et gagnèrent l'Arabie, la Palestine, l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et le Liban. Ils étaient pour la plupart dans un état de dénuement à peu près complet. De plus, l'effondrement économique du pays eut pour effet de réduire à la misère un grand nombre d'Arabes des autres parties de la Palestine. La Croix-Rouge internationale, qui s'était chargée de pourvoir aux besoins de ces réfugiés, se vit alors aux prises avec le problème de nourrir et de loger 940,000 personnes. A l'appel du comte Folke Bernadotte, médiateur des Nations Unies en Palestine, plusieurs nations et organisations privées versèrent à la Croix-Rouge internationale des contribu-